Centrafrique : guérir du traumatisme



Déplacés de la région de Bohong fuyant les exactions de la Séléka et accueillis en août 2013 par l'Église luthérienne du village de Ndogue-la-Douane © EELRCA pour Défap

Officiellement, la République centrafricaine a tourné la page de la guerre civile. Mais c'est un pays qui reste profondément meurtri. Sur le plan politique, la reconstruction est en marche : le 23 juillet 2014 a marqué la signature d'un accord de cessation des hostilités à Brazzaville ; une nouvelle Constitution a été approuvée fin décembre 2015 par référendum ; un nouveau président a été démocratiquement élu, l'ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra. Mais les violences perdurent et des régions entières sont encore sous le contrôle de milices qui font régner la terreur ou monnayent leur «protection». Environ 2,3 millions de Centrafricains, soit la moitié de la population, survivent grâce à l'aide humanitaire. Plus des trois-quarts des habitants du pays sont toujours en situation d'extrême pauvreté. Sur le million de Centrafricains qui ont fui les violences à partir de mars 2013, on dénombre

encore aujourd'hui 384.000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et plus de 467.000 réfugiés au Cameroun, au Tchad, en République démocratique du Congo et en République du Congo. Un peu plus de la moitié des structures sanitaires du pays sont en état de fonctionner, un quart disposent d'une source d'énergie et 2% d'accès à l'eau potable.

Si les Églises seules ne peuvent relever un pays, elles ont un rôle d'accompagnement de la population irremplaçable quand les structures collectives sont détruites, l'État défaillant, et que le gouvernement peine à imposer sa légitimité au-delà des limites de la capitale, Bangui.

Éviter la résurgence des affrontements interconfessionnels

Pour aller plus loin :

- *RCA : fiche pays et actualités du Défap*
- *Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit (rapport de 2014)*
- *Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui*
- *République démocratique du Congo et Centrafrique à l'honneur lors de l'AG du Défap*
- *Assemblée générale du Défap : le message du président*

Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : **Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui**). Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est

notamment le cas de l’Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), dont une délégation, composée du président Samuel Ndanga Toue et de l’administrateur Patrick Kelembho, était présente le samedi 17 mars lors de l’Assemblée Générale du Défap.

L’EELRCA regroupe 120.000 membres à travers 544 «congrégations» (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 «catéchistes diplômés» ; elle est présente surtout dans la partie Ouest du pays. Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d’outre-mer), aujourd’hui intégrée au Défap. Intervenant devant les participants de l’AG du Défap, son président a rappelé brièvement son histoire (sa création en 1930 par les missionnaires américains comme partie du Synode Général de l’Église Évangélique Luthérienne du Cameroun, jusqu’à son indépendance en 1973), ses missions (regroupées en trois volets : évangélisation, formation, diaconat), et surtout ses défis actuels en lien avec la situation du pays.

De l’urgence à la reconstruction



Intervention de la délégation de l’Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine à l’Assemblée générale du Défap © Défap

Si, pendant la phase la plus aiguë de la guerre civile, le besoin primordial était d'apporter une aide matérielle d'urgence aux déplacés et sinistrés, désormais il faut se soucier de reconstruire. L'une des tâches les plus difficiles auxquelles sont confrontées les Églises en RCA est de désamorcer les tensions communautaires. «Aujourd'hui, a souligné Samuel Ndanga Toue, toutes les Églises travaillent ensemble pour la paix. Et il existe pour cela une plateforme commune regroupant catholiques, protestants et musulmans». Si un affrontement interconfessionnel généralisé a été évité durant les années 2013-2014, c'est déjà en grande partie grâce à des responsables religieux qui ont refusé de voir la religion instrumentalisée. Mais le risque est toujours très présent. «Le souci majeur c'est de faire comprendre aux Centrafricains et Centrafricaines qu'ils doivent s'accepter, se pardonner en vue de la réconciliation. Ils doivent comprendre que les seigneurs de guerre ont instrumentalisé la religion pour parvenir à leur fin ; et en le faisant ils ont bel et bien réussi à faire voler en éclats la coexistence pacifique qui régnait au pays.»

Tout comme l'EPCRC, l'EELRCA accompagne aussi les victimes de violences. Comme l'a souligné son président, l'Église «a organisé un séminaire ayant pour thème *Guérir du traumatisme*. Cette formation des formateurs avait pour objectif la prise en charge des personnes traumatisées pendant la crise qui a secoué le pays.» Elle accompagne les femmes, particulièrement ciblées par les violences, les jeunes dont une grande majorité sont sans activité et constituent toujours un vivier pour les recruteurs des groupes armés ; elle doit en même temps faire face à une situation matérielle très difficile, qui la pousse à chercher des ressources. Et pour relever tous ces défis, elle est en quête de soutien.